24me Année N 5705 BUREAUX : RUE NEUVE, 17 UN NUMÉRO 15 CENTIMES BUREAUX : RUE NEUVE Lundi 26 Janvier 1880

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS:
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS:
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, le 25 Janvier 1880

DÉPÊCHES DE LA NUIT

LA FUSION DES GAUCHES

Paris, 24 janv. 5 h. 40 soir.

On ne parle plus du tout dans les couloirs du projet de la fusion des gauches qui parait abandonné.

Les membres de la gauche républicaine qui ont voté hier contre la proposition Joly représentent que l'ouverture de la gauche aura pour effet d'annihiler ce groupe, et de lui enlever son caractère. Ils disent que sur certaines questions importantes, la gauche sera absorbée par l'Union républicaine, qui sera assez forte pour faire prédominer ses résolutions dans les réunions où des membres de ce groupe se seront joints à ceux de la gauche avancée.

DERNIERE HEURE

UN SUICIDE

Paris, 25 janvier.

M. Fournier, caissier central au ministère de la guerre, s'est suicidé, hier soir, dans les bureaux mêmes du ministère.

OCCUPATION DE TONKIN

La *Paix* dit que l'amiral Duperré, qui a embarqué à Toulon, au mois de décembre dernier, a emporté les instructions nécessaires pour procéder à l'occupation de Tonkin.

Le ministre de la marine demandera aux Chambres un crédit de six millions destiné à couvrir les frais d'occupation.

SENAT ITALIEN

Rome, 25 janvier.

A la suite du vote du Sénat, le conseil des ministres a décidé, hier soir, de proposer au Roi la clôture de la session parlementaire.

La campagne anti-française
DES GAUCHES

Il y a quelques jours l'*Agence Havas* communiquait aux journaux de Paris et de province un article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, destiné à faire croire que le gouvernement du 16 Mai avait convié le cabinet de Berlin à intervenir dans les affaires extérieures de notre pays et sollicité son concours pour un coup d'Etat.

Cette calomnie absurde ne mérite pas qu'on s'y arrête. Insister sur l'article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, ce serait faire injure aux anciens ministres du 16 Mai, qui, d'ailleurs, ont pris la peine bien inutile de faire déclarer « sotte et grotesque » l'insinuation de ce journal.

Mais l'*Agence Havas*, en communiquant l'article aux journaux, en lui donnant une grande importance politique, a fait deviner sous quelle inspiration il avait été écrit. C'est une manœuvre des gauches d'autant plus imprudente qu'aux gauches seules appartient le triste honneur d'avoir recherché l'appui et l'amitié de M. de Bismarck.

Du 16 mai au 14 décembre, le parti gambettiste a cherché, par tous les moyens possibles, à fournir à nos ennemis quelque prétexte de malveillance, il est allé jusqu'à affirmer que l'Allemagne nous déclarerait la guerre si les gauches étaient battues aux élections, et il s'est vanté de ce patronage honteux.

Toute la polémique républicaine reposait sur l'appel à l'étranger. Tantôt, on demandait effrontément à l'Europe d'intervenir dans nos affaires ; tantôt on procédait par des perfidies et des insinuations hypocrites.

Dès le 17 mai, les gauches commencent à propager de fausses rumeurs et à faire croire que « *la dissolution c'est la préface de la guerre.* »

A la réunion plénière des gauches, M. Gambetta, le chef de la conspiration, s'écrie :

« Il faut résister à toute politique de hasard, qui, sous l'influence de certaines » *agitations coupables entretenues par je ne* » *sais quel prétendant, pourrait lancer la* » *France*, ce pays de la paix, de l'ordre et » de l'épargne, dans des aventures » **dynastiques et GUERRIÈRES.** »

De leur côté, les bureaux de gauche déposent l'ordre du jour suivant, qui contient d'aussi perfides allusions :

« La Chambre des députés, *préoccupée* » *tout à la fois de la paix au dehors* et de » l'ordre au dedans, déclare que le cabinet, » présidé par le duc de Broglie, ne peut » avoir sa confiance, ni celle de la nation. »

Au cours de la discussion sur l'interpellation, M. Gambetta dit :

« Il y avait autour du président de la » République, dont personne ne méconnait » ni la loyauté, ni le patriotisme des conseillers, *un gouvernement tout formé qui* » *le lançait* **DANS LA CARRIÈRE DES** » **AVENTURES.** Voilà ce que le pays a » craint.

» Prenez garde, le pays a de cruels re» tours contre ceux qui le troublent. Pre» nez garde qu'il ne vous dise : la disso» lution, c'est la guerre ; criminels » ceux qui la provoqueraient. »

Les députés républicains, aussitôt la prorogation votée, adressent à leurs électeurs des lettres de protestation. M. Horace de Choiseul écrit :

« Avec la France, nous voulions la paix. » Que veulent ceux que représente le duc » de Broglie ? *Les uns* **NE REPOUSSENT** » **PAS LA PENSÉE D'UNE GUERRE** » **CONTRE L'EXTÉRIEUR**, les autres » la voudraient contre les consciences, et » tous la veulent contre les institutions lé» gales. **C'est la guerre ! et la guerre** » **PARTOUT !!!** »

M. Turigny, de Nevers :

« Nous marchons tous unis contre l'en» nemi commun : le cléricalisme, que nous » croyons *capable de nous créer des difficul*» *tés extérieures et* **DE RAMENER SUR** » **LA FRANCE LES MALHEURS DE** » **LA GUERRE.**

» Nous savons que le pays repousse et » flétrit de pareilles tendances, qu'il veut » la tranquillité, qu'il veut la paix au de» dans et au dehors. »

M. Guyot, de Lyon :

« Le gouvernement dira que lui aussi » veut la paix .. Ce n'est pas *en se mettant* » *aux ordres du Vatican, l'éternel ennemi du* » *repos du monde*, qu'il le fera croire. D'ail» leurs, les affirmations de M. de Broglie » ne trouvent pas plus créance en Europe » qu'en France, *il suffit de lire les jour*» *naux étrangers pour s'en convaincre*, cha» cun se défie de lui, même ses amis. »

Le 16 juin, du haut de la tribune, M. Gambetta déclare que la France est depuis un mois, « l'objet d'un sentiment de défiance de la part de l'étranger, parce qu'elle est tombée dans des mains suspectes, » et s'attire de M. de La Rochette cette vigoureuse réplique : « *Vous invo*quez *l'étranger, cela n'est pas le fait d'un Français.* »

Le 21 juin, M. Victor Hugo affirme que :

« Du côté monarchique, on veut le ren» versement de ce qui existe. *On a un parti* » *pris pour le Pape contre l'Italie, et une* » *partialité pour la religion*, **POUSSEE A** » **CE POINT QU'ON OSE IRISQUER** » **JUSQU'A LA GUERRE.** »

Le 15 juillet, la *République française* publie cet appel à l'étranger :

« Que signifierait le triomphe de la poli» tique du maréchal de Mac-Mahon dans » les prochaines élections ? se demande le » *Pungolo*, de Naples. A l'étranger, ce suc» cès n'aurait qu'une signification : LA » GUERRE. C'est du reste ainsi que la presse » allemande envisage la question. En effet, si » la France hésitait, **LA PRUDENCE CON**» **SEILLERAIT A L'ALLEMAGNE ET** » **A L'ITALIE DE PRENDRE L'INITIA**» **TIVE D'UNE LUTTE QU'AUCUNE** » **FORCE HUMAINE NE POURRAIT** » **PLUS ÉVITER.**

Le *Bien Public* écrit :

« *La Prusse accepte la République fran*» *çaise, comme pouvant seule réfréner l'ul*» *tramontanisme*, CET ENNEMI LE PLUS » MENAÇANT DE LA PRUSSE ET DE L'I» TALIE. »

Et, à peine la nouvelle Chambre est-elle réunie que les journaux républicains, pour accentuer leur victoire, publient triomphalement la dépêche suivante :

« On adresse de Berlin à l'*Agence Havas* les renseignements suivants, dont il n'est pas besoin de faire remarquer l'importance. Il nous suffit de noter qu'ils concordent avec les extraits de la *Gazette nationale* que nous avons publiés sur le même sujet :

« Tout le monde savait que de sérieux » préparatifs se poursuivaient avec acti» vité, et que *toutes les mesures étaient pri*» *ses* pour prévenir les conséquences » d'une autre solution que celle qui » est intervenue. »

» Je vous affirmer *que les ordres de mo*» *bilisation* n'attendaient, pour être » envoyés aux divers commande» ments militaires, que la signature » de l'empereur, et que cette signa» ture eût été donnée avant le 31 dé» cembre. Depuis 1870, la signature n'a» vait donc jamais été aussi tendue, *ni* » *le danger d'une conflagration plus grand* » *entre les deux pays.* »

Ces documents montrent assez quel a été le rôle de l'intervention étrangère dans les élections républicaines du 14 octobre. La majorité Gambettiste est née d'une conspiration antinationale.

C'est ce qui reconnaisait, du reste, le journal allemand, la *Post*, qui écrivait en 1878 :

« Les républicains français se sou» viendront en outre que, si le gouver» nement allemand avait, dans ses » relations ultérieures, prêté le moin» dre appui au régime du 16 mai, la » France n'aurait pas encore secoué » le joug de ce régime et que la Répu» blique ne serait pas encore consoli» dée. »

Et pendant le 16 Mai même, la *Gazette nationale de Berlin*, s'indignait contre les feuilles radicales de France « *qui, par un* **MANQUE DE PATRIOTISME INOUI**, *semblent appeler l'étranger à leur secours.* » L'*Italie* disait :

« *Tous ces bruits peuvent être considérés comme* **des artifices de parti.** »

On ne pouvait répondre plus énergiquement aux insinuations odieuses et à la campagne antifrançaise des républicains.

Voilà ceux qui osent parler de patiotisme, et qui se jettent avec avidité sur la dénonciation ridicule de l'*Agence Havas*, accusant le 16 Mai d'avoir demandé aide et protection à l'Allemagne.

O sinistres farceurs !

EDMOND BÉRAUD.

L'ancien parti de l'Empire
Et le prince Jérôme-Napoléon

A propos des manifestations qui se sont produites en faveur de M. Paul de Cassagnac et de M. Jules Amigues au sortir des messes pour l'empereur dites à Saint-Augustin et à Saint-Philippe du Roule, l'organe du prince Napoléon, l'*Ordre* a publié la note que voici :

« Nous lisons dans quelques journaux du matin, et notamment dans le *Figaro* et le *Petit Caporal*, le récit d'une promenade qui aurait eu lieu à la sortie de la messe de Saint-Philippe du Roule. Nous espérions être dispensés de nous occuper des manifestations de ce genre, pour lesquelles nous avons peu de goût et dans lesquelles, cependant, des personnes dont les sentiments sont dignes de toutes nos sympathies, paraissent se laisser entraîner *par des individualités sans autorité*. Nous n'avons pas parlé de la promenade qui s'est organisée sur le parvis de Saint-Augustin après que la foule s'était retirée de l'église, paisible, recueillie ; à la sortie de Saint-Philippe du Roule, une manifestation du même genre a eu lieu, présentant un caractère plus tumultueux encore. Nous supplions nos amis de se garder avec soin de ces pérégrinations puériles, dans lesquelles la main de la police pourrait bien ne pas rester étrangère. — Nous sommes un parti trop sérieux, nous avons de trop grands souvenirs à défendre, des devoirs trop importants à remplir, pour nous laisser aller à de telles intempérances qui nuiraient bien plus à notre cause qu'elle ne pourraient la servir. »

M. Paul de Cassagnac n'a pas accepté la leçon qu'on voulait ainsi lui faire. Il a riposté par un article fort vif, dont on pourra juger par cet extrait :

« Voilà pourtant où mènent la lâcheté politique, la peur du danger, l'amour du bien-être, la stupidité domestique !

« Que vous contestiez l'*autorité* de telle ou telle individualité, cela nous est égal. On en aurait toujours suffisamment et de reste à vos yeux le jour où on vous subventionnerait ; mais que vous traitiez de mouchards, d'agents de police, tous ces braves cœurs, tous ces nobles dévoués, qui risquent leur modeste position pour montrer leur fidélité, c'est odieux, c'est misérable, c'est ignoble !

« Et vous les jetez à l'eau pour vous sauver, pour détourner les soupçons, comme si jamais on pouvait vous soupçonner de quelque chose de libre, de fier, de hardi !

» Vous croyez qu'il est utile de dire que vous n'êtes pour rien dans ces bravades à l'adresse de la république ?

» Pardieu ! on ne le sait que trop, et vous n'aviez pas besoin de faire amende honorable si piteusement devant le gouvernement de la république et devant la constitution, qui vous compte parmi ses humbles serviteurs.

» Il n'y avait pas d'erreur possible, et vous avez commis inutilement une mauvaise action et une platitude.

» D'ailleurs, vous êtes assez bêtes pour avoir, comme d'habitude, dépassé la consigne qu'on vous avait donnée, si toutefois on vous l'avait donnée, et je veux croire que le prince n'est pour rien dans cette algarade, où vous n'aurez pas le dernier mot, je vous le jure !

» Vous avez pris à partie, sans qu'elles vous aient rien fait, ces *individualités* à qui vous ne reprochez qu'une chose, les hommages que le parti leur prodigue et qu'il vous refuse.

» Soit !

» Vous avez cherché la bataille, vous l'aurez, car certaine de ces *individualités* n'entend pas se laisser chasser de l'église par les suisses et les bedeaux, comme un chien qui trouble la cérémonie.

« A votre tour, on vous attend. — P. de Cassagnac. »

Or, au moment où M. de Cassagnac faisait cette réponse, l'*Ordre* publiait une nouvelle note, communiquée également à l'*Estafette* et qui est ainsi conçue :

« Il est impossible de laisser passer sans protestation un article publié par le journal le *Pays*, à la date du 20 janvier, et qui contient un appel imprévu à des agitations stériles, à une action sans caractère défini et sans résultat pratique.

» Devant le langage si peu mesuré du *Pays*, nous invitons nos amis à se défendre de ces excitations que nous réprouvons hautement. Notre politique est absolument opposée à celle que recommande M. Paul de Cassagnac, et nous sommes assurés, en l'affirmant, de n'être pas désavoués par le prince qui est actuellement le chef de la famille Bonaparte et du parti de l'appel au peuple.

« Nous tenons donc à nous dégager nettement des théories qui sont en contradiction manifeste avec l'attitude nationale et sage qu'un grand parti comme celui de l'appel au peuple doit conserver sous la conduite d'un chef comme le prince Napoléon. »

Le *Petit Caporal*, que visait également la note, bien qu'elle ne parlât que du *Pays*, a répondu le premier, étant feuille du matin, et a fait les réflexions suivantes :

« Ce qui ressort clairement de cette note, c'est que le prince Jérôme a le vif souci d'éviter les témoignages de sympathie populaire.

» Nous croyons que le peuple les lui épargnera.

» Ce qu'on y voit encore, c'est que le prince tient essentiellement à vivre en paix avec le gouvernement établi et ne manque aucune occasion de redire, par ses journaux ou par ses orateurs, le mot de Prusias :

Ah ! ne me brouillez pas avec la république !

« Ici, par exemple, nous ne répondons de rien. »

La réponse de M. Paul de Cassagnac ne s'est du reste, pas fait attendre ; en voici la plus grande partie :

« Nous avions dit que le parti impérialiste en avait assez de l'existence abâtardie qu'on lui fait. Nous avions dit qu'il voulait savoir s'il existait encore, s'il vivait encore, s'il avait un chef, s'il avait une doctrine, s'il avait une volonté, s'il avait un but.

« La note officieuse n'admet rien de tout cela.

» Elle commande le mutisme, l'inertie, l'attente béate et fataliste de l'Oriental abruti.

» Elle appelle une agitation stérile l'agitation par laquelle un parti se meut, prouve sa vitalité et fait rayonner ses espérances.

» Et alors, arrivant au comble de l'absurde et de la peur, elle commande une attitude *natio ale*.

» Le mot restera, et il le mérite.

« Que si nous demandons aux gens de l'*Ordre* ce que pense le prince de la conscience religieuse opprimée, de la magistrature décimée, de l'armée découronnée, l'*Ordre* répondra qu'il faut se taire et garder l'*attitude nationale*.

» Que si on sollicite l'*Ordre* de nous dire ce que l'on fait pour ramener l'empire, l'*Ordre* déclarera que l'on observe une *attitude nationale*.

» Il n'y a plus d'*attitude impériale*, il n'y a qu'une *attitude nationale*.

» Elle consiste à se mettre à genoux devant la République, devant la Chambre révolutionnaire, devant Gambetta, devant Ferry, devant Lepère, devant Margue, devant Duhamel, qui est plus *national* que tout le monde.

» C'est l'attitude accroupie.

» Cela peut être *pratique*, comme dit l'*Ordre* : cela peut avoir le *caractère défini* du désarmement, de l'humiliation, de la fuite, mais cela révoltera tout ceux qui, depuis dix ans, se battent pour l'empire, se compromettent pour lui, et ont le légitime espoir de remporter une prochaine victoire.

» Le parti des eunuques l'emporte ; il est décidé à tout...

» Etre *national* avec la République n'est pas chose qui nous convienne et que nous acceptions.

» Notre attitude a été, est, et sera *impériale*.

» Nous n'en connaissons pas d'autres.

» Nous continuerons tout seul, s'il le faut, notre campagne implacable contre la République.

» Tout seul nous combattrons pour ce que la révolution veut détruire, pour la religion persécutée, pour la justice asservie, pour tout ce que nous avons aimé, défendu jusqu'à cette heure.

» Nous laisserons à d'autres le bénéfice d'être *national* avec ce que nous détestons, ayant à cœur de ne rester que ce que nous avons été, *impérial*, avec ce que nous aimons.

» Et si de cette lutte où nous avons la ferme certitude, l'absolue confiance, quoi que nous disions, de ne pas demeurer seul, nous n'obtenons que l'avantage d'avoir sauvé l'honneur du mot, l'honneur du nom, l'honneur de l'empire, cela nous suffira. »

En même temps que le *Pays* publiait cette réponse de M. Paul de Cassagnac à la note officieuse, on pouvait lire dans l'*Ordre* :

» Il ne saurait nous convenir d'engager avec M. Paul de Cassagnac une polémique qui, si nous voulions l'imiter, nous imposerait l'obligation de parler une langue qui n'est ni dans les traditions ni dans les habitudes de ce journal.

» Soldats disciplinés, nous avons rempli notre devoir en indiquant à nos amis la ligne de conduite que nous savions être conforme à la haute direction de notre parti. Nous l'avons fait dans deux notes dont nul ne saurait méconnaître le caractère ni contester la modération.

» M. Paul de Cassagnac nous répond par des violences, qu'il n'a pas épargnées depuis 1870 à ceux dont nous servons la cause et dont nous nous honorons de suivre les conseils.

» Nous ne voulons lui répondre qu'en le citant. — Le jugement de nos amis suffit à la rédaction de ce journal comme elle suffit aux hommes éminents qui nous donnent leur concours et leur dévouement. »

Nous n'avons pas à prendre parti dans ce débat, et nous nous bornerons à constater qu'on peut voir, par ces extraits, de quelle estime jouit le prince Napoléon parmi les bonapartistes qui se flattent d'avoir le plus de popularité.

Feuilleton du Journal de Roubaix
DU 26 JANVIER.

— 57 —

SANS FAMILLE

PREMIÈRE PARTIE

Comme nous étions trop jeunes pour continuer à travailler seuls, chacun des enfants s'en irait chez des oncles et des tantes qui voulaient bien les prendre :

Lise chez tante Catherine dans le Morvan.

Alexis chez un oncle qui était mineur à Varses, dans les Cévennes.

Benjamin chez un autre oncle qui était jardinier à Saint-Quentin.

Et Etiennette chez une tante qui était mariée dans la Charente au bord de la mer, à Esnandes.

J'écoutais ces dispositions, attendant qu'on en vint à moi. Mais comme la tante Catherine avait cessé de parler, je m'avançai :

— Et moi ? dis-je.

— Toi, mais tu n'es pas de la famille.

— Je travaillerai pour vous.

— Tu n'es pas de la famille.

— Demandez à Alexis, à Benjamin si je n'ai pas du courage à l'ouvrage.

— Et à la soupe aussi, n'est-il pas vrai ?

— Si, si, il est de la famille, dirent-ils tous.

Lise s'avança et joignit les mains devant sa tante avec un geste qui en disait plus que de longs discours.

— Ma pauvre petite, dit la tante Catherine, je te comprends bien, tu veux qu'il vienne avec toi ; mais vois-tu dans la vie, on ne fait pas ce qu'on veut. Toi tu es ma nièce, et quand nous allons arriver à la maison, si l'homme dit une parole de travers, ou fait la mine pour se tasser à table, je n'aurai qu'un mot à répondre : « Elle est de la famille, qui donc en aura pitié si ce n'est nous ? » Et ce que je te dis là pour nous, est tout aussi vrai pour l'oncle de Saint-Quentin, pour celui de Varses, pour la tante d'Esnandes. On accepte ses parents, on n'accueille pas les étrangers ; le pain est mince rien que pour la seule famille, il n'y en a pas pour tout le monde.

Je sentis bien qu'il n'y avait rien à faire, rien à ajouter. Ce qu'elle disait n'était que trop vrai. « Je n'étais pas de la famille. »

Je n'avais rien à réclamer ; demander, c'était mendier. Et cependant, est-ce que je les aurais mieux aimés si j'avais été de leur famille ? Alexis, Benjamin n'étaient-ils pas mes frères, Etiennette, Lise n'étaient-elles pas mes sœurs ? Je ne les aimais donc pas assez ? Et Lise ne m'aimait donc pas autant qu'elle aimait Benjamin ou Alexis ?

La tante Catherine ne différait jamais l'exécution de ses résolutions : elle nous prévint que notre séparation aurait lieu le lendemain, et là-dessus elle nous envoya coucher.

A peine étions-nous dans notre chambre que tout le monde m'entoura, et que Lise se jeta sur moi en pleurant. Alors je compris que malgré le chagrin de se séparer c'était à moi qu'ils pensaient, c'était moi qu'ils plaignaient, et je sentis que j'étais bien leur frère. Alors une idée se fit jour dans mon esprit troublé, ou plus justement, car il faut dire le bien comme le mal, une inispiration du cœur me monta du cœur dans l'esprit.

— Ecoutez, leur dis-je, je vois bien que si vos parents ne veulent pas de moi, vous me faites de votre famille, vous.

— Oui, dirent-ils tous les trois, tu seras toujours notre frère.

Lise, qui ne pouvait pas parler, ratifia ces mots en me serrant la main et en me regardant si profondément que les larmes me montèrent aux yeux.

— Eh bien ! oui, je le serai, et je vous le prouverai.

— Où veux-tu te placer ? dit Benjamin.

— Il y a une place chez Pernuit : veux-tu que j'aille la demander demain matin pour toi ? dit Etiennette.

— Je ne veux pas me placer ; en me plaçant, je resterais à Paris ; je ne vous verrais plus. Je vais reprendre ma peau de mouton, je vais décrocher ma harpe du clou où le père l'avait mise, et j'irai de Saint-Quentin à Varses, de Varses à Esnandes, d'Esnandes à Dreuzy ; je vous verrai tous, les uns après les autres, et ainsi, par moi, vous serez toujours ensemble. Je n'ai pas oublié mes chansons et mes airs de danse ; je gagnerai ma vie.

A la satisfaction qui parut sur toutes les figures, je vis que mon idée réalisait leurs propres inspirations, et, dans mon chagrin, je me sentis tout heureux. Longtemps on parla de notre projet, de notre séparation, de notre réunion, du passé, de l'avenir. Puis Etiennette voulut que chacun s'allât mettre au lit ; mais personne ne dormit bien cette nuit-là et moi moins bien encore que les autres peut-être.

Le lendemain, dès le petit matin, Lise m'emmena dans le jardin, et je compris qu'elle avait quelque chose à me dire.

— Tu veux me parler ?

Elle fit un signe affirmatif.

— Tu as du chagrin de nous séparer ; tu n'a pas besoin de me le dire, je le vois dans tes yeux et le sens dans mon cœur.

Elle fit signe que ce n'était pas de cela qu'il était question.

— Dans quinze jours, je serai à Dreuzy.

Elle secoua la tête.

— Tu ne veux pas que j'aille à Dreuzy ?

Pour nous comprendre, c'était généralement par interrogations que je procédais, et elle répondait par un signe négatif ou affirmatif.

Elle me dit qu'elle voulait que je vienne à Dreuzy ; mais, étendant la main dans trois directions différentes, elle me fit comprendre que je devais, avant, aller voir ses deux frères et sa sœur.

— Tu veux que j'aille avant à Varses, à Esnandes et à Saint-Quentin ?

Elle sourit, heureuse d'avoir été comprise.

— Pourquoi ? Moi je voudrais te voir la première.

Alors de ses mains, de ses lèvres et surtout de ses yeux parlants elle me fit comprendre pourquoi elle me faisait cette demande ; je vous traduis ce qu'elle m'expliqua :

— Pour que j'aie des nouvelles d'Etiennette, d'Alexis et de Benjamin, il faut que tu commences par les voir : tu viendras alors à Dreuzy et tu me répéteras ce que tu as vu, ce qu'ils t'ont dit.

Chère Lise !

Ils devaient partir à huit heures du matin, et la tante Catherine avait demandé un grand fiacre pour les conduire tous d'abord à la prison embrasser le père, puis ensuite chacun avec leur paquet au chemin de fer où ils devaient s'embarquer.

A sept heures, Etiennette à son tour m'emmena dans le jardin.

— Nous allons nous séparer, dit-elle ; je voudrais te laisser un souvenir, prends cela ; c'est une ménagère ; tu trouveras là dedans du fil, des aiguilles, et aussi mes ciseaux, que mon parrain m'a donnés ; en chemin, tu auras besoin de tout cela, car je ne serai pas là pour te remettre une pièce ou te coudre un bouton. En te servant de mes ciseaux, tu penseras à nous.

Pendant qu'Etiennette me parlait, Alexis rôdait autour de nous ; lorsqu'elle fut rentrée dans la maison, tandis que je restais tout ému dans le jardin, il s'approcha de moi :

— J'ai deux pièces de cent sous, dit-il ; si tu veux en accepter une, ça me fera plaisir.

De nous cinq, Alexis était le seul qui eût le sentiment de l'argent, et nous nous moquions toujours de son avarice ; il amassait sou à sou et prenait un véritable bonheur à avoir des pièces de dix sous et de vingt sous neuves, qu'il comptait sans cesse dans sa main en les faisant reluire au soleil et en les écoutant chanter.

Son offre me remua le cœur : je voulus refuser, mais il insista et me glissa dans la main une belle pièce brillante ; par là je sentis que son amitié pour moi devait être bien forte puisqu'elle l'emportait sur son amitié pour son petit trésor.

Benjamin ne m'oublia pas davantage, et il voulut aussi me faire un cadeau ; il me donna son couteau et en échange il exigea un sou « parce que les couteaux coupent l'amitié. »

L'heure marchait vite ; encore un quart d'heure, encore cinq minutes et nous allions être séparés : Lise ne penserait-elle pas à moi ?

Au moment où le roulement de la voiture se fit entendre, elle sortit de la chambre de tante Catherine et me fit signe de la suivre dans le jardin.

— Lise ! appela tante Catherine.

Mais Lise, sans répondre, continua son chemin en se hâtant.

Dans les jardins des fleuristes et des maraîchers, tout est sacrifié à l'utilité, et la place n'est point donnée aux plantes de fantaisie ou d'agrément. Cependant dans notre jardin, il y avait un gros rosier de Bengale qu'on n'avait point arraché parce qu'il était dans un coin perdu.

Lise se dirigea vers ce rosier auquel elle coupa une branche, puis se tournant vers moi, elle divisa en deux ce rameau qui portait deux petits boutons près d'éclore et m'en donna un.

A suivre.